

de Vancouver à Winnipeg, puis de Winnipeg vers l'est en empruntant la voie principale du CN qui reliait naguère Winnipeg et Capreol.

À l'heure actuelle, ce train quitte la gare le samedi à 20 h 15 et rentre le lundi à 7 heures du matin. Comme si la situation n'était pas assez pénible, VIA Rail vient d'annoncer qu'elle n'a pas l'intention d'ajouter de wagons à ce train pour répondre aux besoins des propriétaires de résidence secondaire. Par exemple, prenons la longue fin de semaine de mai. Depuis 60 ans, lors de cette longue fin de semaine de mai, le train amène vraisemblablement au lac entre 500 et 700 personnes. Savez-vous combien il y a de places assises à bord de ce train pour accommoder tous ces gens-là au cours de cette longue fin de semaine, monsieur le Président? Cinquante-six. Peut-être n'en faudra-t-il pas davantage, car qui voudra descendre au lac le samedi soir pour en revenir le lundi matin?

• (1810)

Ce n'est pas là préserver le service dans cette région éloignée. Nombreuses sont ces régions où les routes sont inexistantes. Comment ces propriétaires pourront-ils se rendre à leur maison de campagne? Voilà la question que ces gens-là se posent à cause de la politique du gouvernement. À quoi seront-ils contraints un jour ou l'autre, à moins que le gouvernement ne revienne à la raison? Ces centaines de personnes qui prenaient autrefois le train pour se rendre à leur chalet en deux heures devront maintenant emprunter la route transcanadienne, qui relie Winnipeg à Kenora.

Puis, nous allons devoir ouvrir de nouvelles routes dans les bois et, dans certains cas, dans des régions sauvages. Nous allons donc brûler encore plus d'hydrocarbures et congestionner la route transcanadienne, qui l'est déjà par des camions, grâce aux politiques de déréglementation du gouvernement, qui a favorisé le camionnage aux dépens du chemin de fer.

Ensuite, nous allons ouvrir des routes dans des forêts jusqu'ici inviolées. Sur les routes qui existent déjà, certaines menant à des lacs avoisinants, les gens devront se munir de camionnettes ou de véhicules à quatre roues motrices pour avoir une petite chance de rentrer à la fin de leur séjour. D'autres devront parcourir sept milles et demi par bateau pour se rendre à leur chalet.

Tout cela au nom d'une comptabilité à la gamme, car c'est bien de cela dont il s'agit. Tout cela est une question de comptabilité. VIA tient ses livres sur un service particulier mais ne tient pas compte des coûts de la pollution atmosphérique attribuable à la combustion d'hydrocarbures additionnels, des conséquences pour la sécurité d'un

Initiatives ministérielles

plus grand nombre de voyageurs sur les routes et pour l'environnement de la construction de routes dans des régions jusqu'ici intouchées, sans parler des grands inconvénients pour les familles et les localités qui étaient en droit de s'attendre à ce que le service, qui existe depuis le début si vous voulez, soit maintenu, conformément aux ordres du ministre des Transports lui-même, qui avait dit que le service aux collectivités éloignées devait être maintenu.

J'ai parlé à l'ancien ministre des Transports et au titulaire actuel. Je n'ai pas encore abandonné l'espoir de trouver une solution à ce problème. Mais je pense que certaines personnes ne croient pas vraiment qu'on éliminera le service et cela explique en partie pourquoi elles ne sont pas encore aussi furieuses qu'elles le seront la longue fin de semaine de mai. Elles n'arrivent pas à croire qu'elles ne pourront pas se rendre à leur chalet. Elles ne peuvent pas croire qu'on va les empêcher d'aller à un chalet que les membres de leur famille fréquentent, dans certains cas, depuis trois ou quatre générations.

M. Thacker: Les contribuables devraient payer pour que des gens aillent à leur chalet?

M. Blaikie: Les contribuables paient le prix fort pour que d'autres se rendent à leur chalet par la route. La politique gouvernementale de déréglementation du camionnage leur coûte les yeux de la tête. Nous savons que la politique gouvernementale en matière de transports vise notamment à bloquer les chemins de fer. Il n'y a que les sociétés ferroviaires qui sont obligées d'assumer le coût de leurs voies.

M. Thacker: Les néo-démocrates veulent verser des subventions aux gens pour qu'ils prennent leurs vacances.

M. Kristiansen: Vous avez complètement dévalorisé leurs propriétés et vous devez les dédommager pour cela.

M. Blaikie: Je vois que le député de Lethbridge fait preuve de son ignorance habituelle en disant que notre politique est de verser des subventions aux gens pour qu'ils prennent des vacances. J'espère que les citoyens de Winnipeg sont à l'écoute et j'espère que les Canadiens qui ont pris le train pendant des années entendent cela, car c'est un élément du problème. Le député ne voit aucune objection à verser des subventions à un tas d'autres personnes pour qu'elles prennent leurs vacances dans les Antilles et en profitent, une fois là-bas, pour s'assurer un abri fiscal. Cela ne le dérange pas. Dans ce cas, c'est le jeu du capitalisme. Mais quand il s'agit de permettre à un cheminot à la retraite de se rendre à son chalet, c'est une subvention. Nous devons mettre fin à cela. C'est une partie du problème.